

PARIS : QUELS SONT LES GRANDS CHANTIERS QUI ATTENDENT ANNE HIDALGO DANS LES PROCHAINS MOIS ?



Anne Hidalgo est de retour sur le terrain parisien, après sa défaite à la présidentielle. [© Christophe ARCHAMBAULT / AFP]

De retour à son poste de maire de Paris après sa défaite à l'élection présidentielle, Anne Hidalgo est aujourd'hui attendue au tournant par les élus de la majorité municipale comme de l'opposition, souvent lassés que les choses aient si peu avancé pendant la période électorale. Sur quels sujets attendent-ils des avancées concrètes ?

Le futur projet de Bercy-Charenton, la requalification du boulevard périphérique, le réaménagement **de la porte de Montreuil** ou encore les Jeux Olympiques de Paris 2024, mais aussi le sujet de la santé ou encore de la propreté... Il reste beaucoup à faire dans la capitale, assurent de concert les élus, qu'ils fassent partie de la majorité comme de l'opposition. Or, depuis le début de la campagne présidentielle, force est de constater qu'Anne Hidalgo a délaissé les dossiers parisiens et boudé la politique locale, laissant à son premier adjoint Emmanuel Grégoire les clés de la maison.

De retour sur le terrain, l'édile se retrouve à nouveau sur le devant de la scène parisienne : elle s'est rendue porte de la Chapelle lundi, a accueilli le 19e forum international de la météo et du climat à l'Hôtel de Ville mardi et devrait tenir ce mercredi une conférence de presse sur les prochaines étapes et avancées du projet de transformation du périphérique. Un programme tourné vers la cause environnementale et d'importants projets de végétalisation à venir, avec **le réaménagement du « Grand site Tour Eiffel »** ou encore celui des Champs-Élysées.

«CE QUI NOUS UNIT, C'EST L'ENJEU ENVIRONNEMENTAL»

«Tout le monde est assez d'accord sur les enjeux environnementaux», confirme Nicolas Bonnet-Ouladj, le président du groupe communiste et citoyen au Conseil de Paris. «Ce qui nous unit, c'est l'enjeu environnemental et social et la nécessité d'y répondre par le logement social et les équipements publics». Craignant un futur «pouvoir LREM offensif», avec un gouvernement qui pourrait selon lui «avoir l'appui des députés», l'élu du 12^e assure que la majorité va devoir «rester soudée».

Lui énumère les 4 enjeux qui lui semblent être les plus importants : la révision du Plan local d'urbanisme (PLU) bioclimatique, la question de la santé, les JO 2024 et le sport en général, et enfin l'enjeu budgétaire. «Le PLU bioclimatique devra respecter l'équilibre entre le logement social et les activités économiques. Il ne peut y avoir un sujet qui prend le dessus sur l'autre», souligne Nicolas Bonnet-Ouladj, qui se dit favorable au «rehaussement des bâtiments existants» et à «l'utilisation des dents creuses» pour créer de nouveaux logements. L'objectif à atteindre ? «30 % de logements sociaux à Paris d'ici à 2030».

Le communiste milite également pour la construction de nouveaux équipements publics, notamment en matière de santé, ou du moins, la préservation de l'existant. A l'instar de l'Hôtel Dieu et des hôpitaux Bichat et Beaujon, dont l'avenir doit être selon lui «mis sur la table». Il porte de plus l'ambition de construire «au moins 7 centres de santé à Paris» et de «créer une offre de soins qui désengorge les urgences».

Au sujet des Jeux Olympiques de 2024, le président du groupe communiste est également attaché à la question de leur héritage. «Les JO doivent permettre le développement du sport pour tous. L'héritage des JO sera notre capacité à construire de nouveaux équipements sportifs, afin de répondre aux besoins des Parisiens», explique celui qui prend l'exemple de la future piscine de Bercy-Charenton (12^e) «que les Parisiens attendent depuis 15 ans».

Enfin, l'enjeu budgétaire est «un débat incontournable» pour l'élu, qui a d'ailleurs été missionné par la maire à ce sujet. Dans un rapport déjà remis à Anne Hidalgo, il plaide pour «retrouver de nouveaux impôts». «Je ne dis pas qu'il faut augmenter les impôts locaux, la taxe foncière ou la taxe d'habitation, mais on a déjà perdu plus d'un milliard d'euros de recettes, on ne peut pas continuer comme ça [...] il faut repenser le système fiscal», souligne-t-il.

«SANS PIM, ON NE CONNAÎT PAS LES PRIORITÉS DE LA VILLE»

La question du budget est également centrale aux yeux de Maud Gatel. La présidente du groupe des élus MoDem, Démocrates et Ecologistes au Conseil de Paris indique ne «pas avoir les mêmes recommandations» que Nicolas Bonnet-Ouladj, mais «partager un certain nombre de ses constats». «En l'absence de Plan d'investissement de la mandature (PIM), je ne connais pas les priorités de la ville. Je suis très inquiète, notamment au sujet des commerces, qui risquent de disparaître», avance la députée de la 11^e circonscription de Paris.

Selon elle, «les débats de fond structurants n'ont pas eu lieu». «Ce que je vois, c'est que ça fait deux ans qu'on ne sait pas où l'on va. Sur chaque projet, on avance, on recule en permanence», s'exclame-t-elle. Pour la présidente du groupe MoDem, cela fait maintenant «un an que les vrais sujets qui préoccupent les Parisiens sont totalement exclus du Conseil de Paris». Et d'énumérer : «je pense à la question de la santé, à celle des finances publiques, notamment en l'absence de PIM, au sujet de la mobilité...».

«Rien n'a avancé depuis deux ans, alors certes il y a eu la crise sanitaire, mais cela ne nous a pas empêché de travailler», estime la candidate à sa réélection aux élections législatives, qui considère «naviguer à vue» et «à très courte échelle». Et d'assurer : «il y a tellement de sujets qu'on n'a pas traité depuis un an, voire deux ans, que j'attends qu'on mette sur la table. Sachant que j'ai envie que ces 4 années qui viennent soient utiles pour les Parisiens, dont on ne résout pas les problèmes».

«UN PROJET MUNICIPAL TROP FLOU POUR LE GRAND PUBLIC»

Rangée parmi les élus de la majorité, Fatoumata Koné admet elle aussi qu'«on paie l'absence de PIM», cette «boussole qui permet de préciser notre action», notamment lorsqu'il s'agit de lancer des gros projets et de mettre l'argent sur la table. «Ça rend notre projet municipal trop flou pour le grand public», relève la présidente du groupe des Ecologistes parisiens, qui craint qu'il n'y ait «pas de grosse présentation sur la question budgétaire avant le Conseil de Paris de décembre», mais espère néanmoins que le vote du budget supplémentaire au Conseil de Paris de juillet sera l'occasion de «présenter les grosses orientations».

Parmi celles-ci, d'importants projets d'urbanisme, selon l'élue du 19^e, tels que les projets Bruneseau, **de Bercy-Charenton** «qui n'est pas encore abouti», de la Gare d'Austerlitz, sur lequel les écologistes sont «en désaccord» avec la mairie, mais aussi d'autres sujets comme la transformation du boulevard périphérique, le PLU bioclimatique. L'élue écologiste attend aussi un «investissement pour les quartiers populaires». «Comment ces espaces vont être libérés et vont pouvoir s'intégrer dans le plan municipal ?», s'interroge-t-elle.

«UN EMPILEMENT DE CHANTIERS SANS LIGNE DIRECTRICE»

Mais sans surprise, c'est à droite que se trouvent les élus les plus remontés contre «l'absence totale de vision» de la majorité municipale. «Que veut-on faire de Paris aujourd'hui et demain», questionne David Alphand, élu Changer Paris dans le 16^e arrondissement. «Paris a besoin d'une nouveau souffle, et on n'y est pas», tempête-t-il, ajoutant que «les dossiers ont pris du retard». «Anne Hidalgo et sa majorité sont pris au piège, piégés par une majorité composite et une alliance de circonstance entre les socialistes, les communistes et les verts qui ont pourtant été opposés tout au long de la campagne présidentielle», lance-t-il.

«Cette majorité ne tient plus que par les lambeaux politiques du compromis», ajoute celui qui constate «un empilement de chantiers dont on ne voit aucune ligne directrice». Parmi eux, l'élue cite celui de la Tour Triangle, auquel la droite est opposée, «qui ne correspond plus à ce qu'on veut faire de Paris aujourd'hui», le réaménagement du Champ-de-Mars qui est, selon lui, «de la com' ni plus ni moins, avec des plantes en pot sur le pont d'Iéna», ou encore la Zone à trafic limité (ZTL) qui doit voir le jour dans le centre-ville de Paris en 2024. «La réalité, c'est qu'on est en train d'instaurer une cité interdite, réservée aux touristes et aux plus riches, au cœur même de Paris», déplore l'élue, qui demande «**l'abandon du projet**».

David Alphand évoque par ailleurs la question de l'accès aux soins. «C'est un sujet très important dans la vie quotidienne des Parisiens, très peu de gens savent que Paris est un désert médical», relève celui qui entend «travailler sur les conditions d'installation des jeunes médecins» dans la capitale. Il pose aussi la question «du rôle d'Anne Hidalgo à la présidence du conseil de surveillance des hôpitaux parisiens» : «elle se contente d'y passer les plats et n'a aucune influence sur les décisions qui y sont prises».

Côté finance, l'élu souhaite que «la stratégie budgétaire de la ville» soit précisée, craignant que la question de l'augmentation de l'impôt des Parisiens finisse par se poser. Au sujet de la mise sous tutelle financière de la ville, il répond «avoir bien l'intention de revenir à la charge avec les nouvelles instances qui nous seront proposées», se disant prêt à faire appel à Bruno Le Maire ou au nouveau ministre de l'Economie qui sera nommé pour contraindre la majorité à ce sujet.

Enfin, il entend être particulièrement «vigilant au coût financier des **Jeux Olympiques de Paris 2024**», exigeant de l'équipe municipale qu'elle présente «des tableaux de bord» et «soumette les grandes décisions au Conseil de Paris». «Quand on voit que ça ne se précipite pas au portillon pour organiser les Jeux suivants, il faut être vigilant à l'évolution du coût de cet événement», afin «que cela ne soit pas uniquement un événement qui profitera aux téléspectateurs du monde entier, mais aussi aux Parisiens».

«Il faut être volontariste. Et c'est ce qui manque à cette équipe», remarque-t-il enfin. Et de conclure : «ce n'est pas seulement la faute d'Anne Hidalgo, ils sont tous co-responsables. C'est un système, où ils sont co-producteurs des échecs municipaux».